



Conseil de sécurité

Quatre-vingtième année

9839^e séance

Jeudi 16 janvier 2025, à 15 h 40

New York

Provisoire

Présidents : M. Bendjama/M. Koudri. (Algérie)

<i>Membres :</i>	Chine	M. Geng Shuang
	Danemark	M ^{me} Lassen
	États-Unis d'Amérique.	M ^{me} Wu
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M. de Rivière
	Grèce	M. Sekeris
	Guyana	M ^{me} Rodrigues-Birkett
	Pakistan	M. Jadoon
	Panama	M. Alfaro de Alba
	République de Corée	M. Hwang
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. .	Dame Barbara Woodward
	Sierra Leone	M. Kanu
	Slovénie	M. Žbogar
	Somalie	M. Yusuf

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 45.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Estonie, de la Pologne, de la Roumanie et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Stavros Lambrinidis, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : Le peuple ukrainien a enduré trois années de dévastation causée par l'invasion à grande échelle de son pays par la Fédération de Russie en février 2022. Cette invasion a été lancée en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international. Les fêtes de fin d'année, période propice à la paix et à la réflexion, n'ont pas apporté de répit, mais plutôt une escalade et même une expansion des combats, confirmant la tendance dangereuse observée l'année dernière. Plus inquiétant encore, nous avons assisté en 2024 à une augmentation alarmante du nombre de victimes civiles.

L'année dernière, le nombre total de civils tués ou blessés a augmenté de 30 % par rapport à l'année précédente, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). L'augmentation du nombre de victimes parmi les enfants est particulièrement inquiétante. Plus d'enfants ont été tués ou blessés au cours des trois premiers trimestres de 2024 que pendant toute l'année 2023. Selon le HCDH, entre février 2022 et le 31 décembre 2024, au moins 12 456 civils, dont 669 enfants, ont été tués et 28 382 civils, dont 1 833 enfants, ont été blessés. Les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés. Le nombre d'attaques confirmées contre des écoles et des hôpitaux a également augmenté en 2024, avec plus de 580 établissements d'enseignement et de santé endommagés ou détruits en l'espace de neuf mois.

Le 9 janvier, une attaque russe aurait fait au moins 13 morts et plus de 100 blessés à Zaporizhzhia. Les hostilités des deux dernières semaines ont provoqué de nouveaux déplacements de populations et, selon les autorités locales, plus de 1 600 personnes, dont des enfants, ont fui les zones situées à proximité des lignes de front, principalement dans les régions de Donetsk et de Kharkiv.

Au début de l'année, des victimes civiles ont également été signalées dans les territoires ukrainiens occupés par la Russie. Le 10 janvier, une frappe sur la ville de Donetsk, attribuée aux forces ukrainiennes, aurait causé la mort de deux civils et en aurait blessé deux autres dans un supermarché local.

Je tiens à répéter que nous condamnons sans équivoque toutes les attaques contre des civils et des infrastructures civiles. De tels actes, où qu'ils se produisent, sont interdits par le droit international et doivent cesser immédiatement. Les attaques quotidiennes sèment la mort et la terreur au sein de la population locale, mais elles rendent également la situation de plus en plus dangereuse pour la communauté diplomatique

et les organisations internationales qui œuvrent en Ukraine. Le 20 décembre, une frappe dirigée contre Kyïv a endommagé six ambassades. Le 10 décembre, une attaque de drone a frappé un véhicule de l'Agence internationale de l'énergie atomique à proximité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Le personnel et les biens diplomatiques et internationaux doivent être protégés en toutes circonstances. Pour les travailleurs humanitaires aussi, l'année a été une fois de plus difficile. Dix d'entre eux ont été tués et 41 autres blessés dans l'exercice de leurs fonctions.

Alors que de violents combats continuent de faire rage dans l'est et le sud de l'Ukraine, des affrontements meurtriers se poursuivent également dans la région de Kursk, en Fédération de Russie. Nous avons reçu des informations non confirmées faisant état de victimes civiles, et nous restons préoccupés par les conséquences des hostilités sur la population de part et d'autre de la frontière russo-ukrainienne. En outre, selon certaines informations, des soldats de la République populaire démocratique de Corée auraient été capturés dans la région de Kursk, en Fédération de Russie. La participation de troupes de la République populaire démocratique de Corée aux combats, aux côtés des forces russes, qui a été signalée, continue de susciter de vives inquiétudes quant au risque que ce conflit déjà dangereux ne s'internationalise encore davantage.

La crise humanitaire en Ukraine demeure catastrophique. Selon les estimations du plan de réponse aux besoins humanitaires de l'Ukraine pour 2025, lancé aujourd'hui, 12,7 millions de personnes, soit environ 36 % de la population du pays, auront besoin d'aide cette année, et 2,6 milliards de dollars seront nécessaires pour répondre à leurs besoins les plus urgents. Bien que le nombre de personnes dans le besoin ait diminué, passant de 14,6 millions en 2024 à 12,7 millions cette année, et ce, grâce à l'amélioration de l'accès aux services dans les grandes zones urbaines de Kyïv et de Lviv, les problèmes humanitaires à proximité des régions situées sur la ligne de front se sont aggravés jusqu'à atteindre des niveaux catastrophiques. Nous ne devons pas non plus oublier le sort des milliers de civils ukrainiens qui vivent dans les territoires ukrainiens actuellement occupés par la Fédération de Russie. On estime que les besoins dans ces régions sont très importants et qu'ils sont aggravés par un accès extrêmement limité. Nous appelons de nouveau à un acheminement sûr, rapide et sans entrave de l'aide humanitaire à tous les civils dans le besoin.

Nous sommes reconnaissants aux donateurs, qui ont fourni plus de 2,2 milliards de dollars en 2024, permettant ainsi à l'ONU d'atteindre quelque 8,5 millions de personnes, dont 60 % de femmes et de filles. Nous exhortons la communauté internationale à appuyer pleinement le plan de réponse aux besoins humanitaires pour 2025 afin que nous puissions continuer de mener ces opérations dans un environnement de plus en plus complexe et dangereux. Il convient de souligner que la situation humanitaire est aggravée par les rigueurs de l'hiver et les dommages considérables que les attaques russes ont causés à la production énergétique de l'Ukraine. Hier encore, l'Ukraine a subi la toute dernière vague d'attaques russes menées à l'échelle du pays et prenant systématiquement pour cible les infrastructures énergétiques civiles. Au cours des derniers mois de 2024, la Russie a mené au moins quatre attaques coordonnées de grande envergure de ce type. Nous condamnons ces tactiques répréhensibles qui terrorisent la population civile et la privent de services de base. Il faut y mettre un terme.

L'ONU continue de collaborer avec le Gouvernement ukrainien pour rétablir la capacité de production d'énergie du pays, tout en créant des perspectives dans le secteur de l'énergie verte.

Selon certaines informations, la Russie et l'Ukraine ont procédé hier à un échange de prisonniers qui a permis à 50 personnes de regagner leur foyer. Nous nous félicitons de cette évolution, ainsi que de l'échange annoncé de plus de 300 prisonniers de guerre le 30 décembre 2024. Nous saluons les efforts déployés par toutes les parties

concernées et les exhortons à accroître la portée et le rythme de ces échanges. Toutefois, nous restons très préoccupés par les informations faisant état d'exécutions de prisonniers de guerre ukrainiens par les forces russes. Dans son rapport de décembre, le HCDH a jugé crédibles les allégations concernant 19 faits survenus depuis le mois d'août, au cours desquels 62 personnes ont été tuées. Le HCDH a aussi établi que la Fédération de Russie se livrait à des actes de torture généralisés et systématiques contre les prisonniers de guerre ukrainiens. Des informations font également état du recours à la torture par les forces ukrainiennes contre des prisonniers de guerre russes. Nous notons que les autorités ukrainiennes ont déclaré avoir ouvert des enquêtes sur ces accusations.

À l'approche du troisième anniversaire de l'invasion russe, les appels internationaux à la désescalade et au lancement d'un processus visant à mettre fin aux combats se font de plus en plus pressants. Le Secrétaire général reste prêt à user de ses bons offices à l'appui de tous les efforts déployés de bonne foi pour parvenir à une paix juste, durable et globale, conformément à la Charte, au droit international et aux résolutions de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Žbogar (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé.

Toutes les guerres ont une fin, et après presque trois ans d'agression russe, il est grand temps que le Conseil de sécurité réfléchisse à la manière de parvenir à une paix juste et durable pour l'Ukraine. Au cours des derniers mois, nous n'avons pas vu de signes indiquant que l'intensité des combats allait en faiblissant, bien au contraire. Qui plus est, la guerre devient de plus en plus complexe. La participation de la République populaire démocratique de Corée à la guerre et les informations faisant état d'un nombre exceptionnellement élevé de victimes parmi les soldats de ce pays nous laissent perplexes. L'implication de la République populaire démocratique de Corée constitue une menace pour la sécurité internationale et viole de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.

Dans le même temps, la guerre continue de coûter la vie à de nombreux civils. Pas plus tard que la semaine dernière, une frappe russe contre la ville de Zaporizhzhia a causé le plus grand nombre de victimes civiles enregistrées en une seule attaque depuis deux ans, faisant plus d'une centaine de morts et de blessés. La Russie poursuit également ses attaques incessantes contre les infrastructures énergétiques civiles de l'Ukraine. Rien qu'hier, elle a lancé plus de 100 missiles et drones, exerçant ainsi, en plein hiver, une pression supplémentaire sur l'approvisionnement en énergie. En outre, le danger d'un accident nucléaire persiste.

Je voudrais insister sur le fait que la paix prend fin lorsque la Charte est violée, et qu'elle commence lorsque celle-ci est respectée. Ce document fondamental a été confronté à d'innombrables défis au cours des 80 dernières années, mais il a toujours prévalu. S'appuyant sur l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, il fournit des éléments de base permettant de faire face aux problèmes contemporains qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales. Sans le respect des principes fondamentaux de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale, il ne peut y avoir de paix durable, ni en Ukraine ni ailleurs.

Il n'y aura pas non plus de paix si les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ne sont pas amenés à répondre de leurs actes. Les activités menées par la Cour pénale internationale sont essentielles à cet égard. La Slovénie souligne également l'importance de la Cour internationale de Justice. La Russie doit encore

appliquer les décisions rendues par la Cour en indication de mesures conservatoires concernant la guerre en Ukraine.

Nous avons la responsabilité de trouver les voies qui mèneront à une paix juste et durable en Ukraine. Le pays et la région dans son ensemble en ont désespérément besoin. Chaque jour et chaque semaine où la diplomatie est reportée, des drones mutilent des civils et des missiles balistiques détruisent des infrastructures civiles critiques en Ukraine. Qu'on ne s'y trompe pas : la Slovénie continuera de soutenir l'Ukraine dans sa défense contre l'agression, tout comme elle appuiera activement tous les efforts véritables déployés au sein du Conseil et ailleurs en vue d'une paix juste et durable en Ukraine.

M^{me} Wu (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de ses observations.

Il y a près de trois ans, la Russie a consterné le monde avec son invasion à grande échelle de l'Ukraine. Poutine voulait renverser le Gouvernement démocratiquement élu de l'Ukraine. Depuis lors, la Russie a violé la Charte des Nations Unies, de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, les Conventions de Genève et le droit international humanitaire. Poutine a montré au monde entier qu'il ne respectait pas les obligations du droit international. En plus de 1 000 jours d'une guerre irresponsable qu'il a choisie, Poutine n'a atteint aucun de ses objectifs en Ukraine. Au lieu de cela, il a laissé la puissance et l'influence de la Russie fortement diminuées, 700 000 soldats russes sont morts ou blessés et il y a plus d'un million de victimes au total. Pendant ce temps, l'Ukraine reste forte et défiante en tant que démocratie libre et souveraine.

Les États-Unis et leurs nombreux partenaires dans le monde restent aux côtés de l'Ukraine et de ses soldats, qui se battent avec résilience et force. Grâce à l'aide de la communauté internationale, l'Ukraine a tenu tête à la deuxième armée du monde, tandis que la Russie subit 1 500 pertes par jour. L'Ukraine s'est brillamment battue alors que la Chine, deuxième économie du monde, a soutenu Poutine, que l'Iran, le plus grand État appuyant le terrorisme, a armé la Russie de drones et de missiles et que la Corée du Nord, l'État voyou doté d'armes nucléaires le plus notoire au monde, a fourni à la Russie quelque 11 000 soldats, des missiles et d'innombrables caisses d'armes et de munitions. L'Ukraine les a tous défiés, car elle se bat pour sa liberté, son pays, ses familles et son identité.

Alors que nous discutons des moyens de parvenir à la paix, nous devons nous rappeler pourquoi l'Ukraine se défend. La Russie a tué plus de 12 000 civils ukrainiens et en a blessé 27 000 autres. Les forces russes ont systématiquement attaqué l'infrastructure énergétique de l'Ukraine et ont fait de l'hiver une arme en privant des milliers de foyers d'électricité. Les forces russes ont enlevé des enfants ukrainiens et tenté d'effacer leur identité. Tant que les forces russes occuperont l'Ukraine et menaceront les familles ukrainiennes, les Ukrainiens ne connaîtront pas la paix. Pourtant, la Chine insiste pour que les Ukrainiens acceptent la réalité de l'occupation dans l'intérêt de la paix.

Dans l'intérêt de la paix, nous avons permis à la Russie de détenir 20 % de la Géorgie. Dans l'intérêt de la paix, nous avons permis à la Russie d'occuper la Crimée et aujourd'hui, dans l'intérêt de la paix, certains pays demandent à l'Ukraine de faire des concessions à la Russie. Nous voulons tous la paix, mais un résultat qui récompense Poutine pour l'agression de la Russie n'est pas une paix du tout. L'apaisement conduira à de nouvelles guerres. Nous ne connaissons la paix en Ukraine que lorsque la Russie se retirera de l'Ukraine et que la Charte des Nations Unies et le droit international seront respectés et protégés. Nous connaissons la paix lorsque la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine seront garanties. Nous connaissons la paix lorsque les familles ukrainiennes se sentiront en sécurité et n'auront plus besoin

de se battre. C'est pourquoi, en tant que victime de l'agression russe, l'Ukraine doit jouer un rôle de premier plan pour décider de son propre avenir. « Rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine » : ce principe est d'une importance capitale.

Tant que la Russie persistera en Ukraine, les États-Unis et leurs partenaires utiliseront tous les outils à leur disposition pour contrecarrer les ambitions impérialistes de Poutine, et nous aiderons l'Ukraine à se défendre jusqu'à ce que nous parvenions à une paix globale, juste et durable pour ce pays. Nous demandons instamment à tous les États Membres de continuer à condamner la violation par la Russie de la souveraineté de l'Ukraine et d'exiger que la Russie retire ses forces des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine. Malheureusement, un pays du Conseil n'a jamais condamné l'invasion de la Russie ni sa violation des résolutions du Conseil de sécurité et de la Charte des Nations Unies. Au contraire, il a apporté son soutien à Poutine. Beijing affirme avoir mis en place des contrôles stricts pour ses exportations de biens à double usage, et pourtant la Chine continue de soutenir la base industrielle de défense de la Russie avec ces exportations. Les exportations chinoises alimentent directement la guerre de la Russie contre l'Ukraine et ses attaques contre les infrastructures civiles. Ce soutien fait de la Chine un facilitateur décisif de la guerre menée par la Russie.

Les dirigeants du Groupe des Sept, en revanche, ont agi de concert pour immobiliser les actifs russes, et les États-Unis ont encore sanctionné certaines des plus grandes banques russes. L'Europe a réduit sa dépendance à l'égard du gaz russe. Par conséquent, l'inflation en Russie est de 9 %. Les taux d'intérêt s'élèvent à 21 %. La Russie a épuisé une grande partie de ses réserves. Un million de Russes ont fui la Russie et le Kremlin ne peut plus produire suffisamment de matériel pour reconstituer ses capacités de guerre. Si la Chine avait collaboré avec les dirigeants mondiaux et coupé la capacité de la Russie à faire la guerre au lieu de l'alimenter, la guerre serait terminée. Les États-Unis continueront de se tenir aux côtés de la centaine de pays qui condamnent l'agression de Poutine et de lui demander de se retirer de l'Ukraine.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé fort utile aujourd'hui.

Avec l'arrivée d'une nouvelle année, une période où beaucoup d'entre nous regardent vers l'avenir et se réjouissent des possibilités qui s'offrent à eux, il est consternant de voir que, pour les Ukrainiens, si peu de choses ont changé. La Russie continue d'attaquer les civils, de s'en prendre à la sécurité énergétique et de menacer la sécurité nucléaire. La semaine dernière encore, la Russie a lancé l'une de ses attaques aériennes les plus meurtrières depuis des mois, faisant au moins 19 morts et 132 blessés parmi les civils. L'Ukraine continue de montrer sa détermination à restaurer sa liberté et son intégrité territoriale, à exercer son droit à la légitime défense en vertu de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies et à obtenir le retour de ses enfants enlevés. Dans le cadre de sa visite à Kyïv aujourd'hui, le Premier Ministre de mon pays a clairement indiqué l'engagement de longue date du Royaume-Uni en faveur de la sécurité de l'Ukraine.

À l'aube de la quatrième année de guerre contre la Russie, l'Ukraine continue de lutter pour sa survie en tant que nation. Nous ne devons pas permettre que son courage et sa bravoure soient en vain. C'est pourquoi, lorsque nous parlons de paix en Ukraine, nous devons être absolument clairs sur ce que signifie une véritable paix. La paix signifie une Ukraine souveraine et sûre, capable de prospérer sans la menace constante d'une invasion territoriale. En tant que membres du Conseil de sécurité, je pense que nous pouvons tous convenir que c'est la seule définition de la paix que nous puissions accepter. C'est pour cette paix que l'Ukraine continue de se battre. L'Ukraine a clairement exprimé son désir de paix et présenté ses propositions

dans le plan en 10 points du Président Zelenskyy. Le Président Poutine, en revanche, demande à l'Ukraine de retirer les forces ukrainiennes de son propre territoire, de renoncer à protéger ses citoyens et de sacrifier son droit à choisir ses alliances. Cela témoigne de son mépris total pour la souveraineté et le territoire de l'Ukraine, pour le droit international et pour la Charte des Nations Unies. Pour Poutine, la paix en Ukraine signifie une capitulation totale face à une agression gratuite, ce qu'aucun pays n'accepterait.

Et ce n'est plus seulement la Russie qui menace la sécurité de l'Ukraine ; la participation directe des soldats de la République populaire démocratique de Corée aux combats constitue une nouvelle extension dangereuse de la guerre illégale de Poutine contre l'Ukraine et une nouvelle preuve qu'il ne veut pas la paix. En échange de leur appui, la Russie enhardit les régimes de Téhéran et de Pyongyang, ce qui a des conséquences directes sur la sécurité mondiale. Ce comportement irresponsable n'est pas seulement une préoccupation majeure pour la sécurité de l'Ukraine, c'est une préoccupation pour nous tous.

Tant que l'agression de la Russie se poursuivra, la voie vers la paix ne sera pas une voie facile. C'est pourquoi nous devons nous tenir aux côtés de l'Ukraine et veiller à ce que toute paix soit durable. Ensemble, nous devons envoyer un message clair à Poutine : redessiner les frontières par la force n'est pas payant.

M. Alfaro de Alba (Panama) (*parle en espagnol*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} Rosemary DiCarlo, de sa mise à jour détaillée sur la situation en Ukraine.

Cela fera bientôt trois ans que l'Ukraine a été envahie, et le nombre de victimes civiles ne cesse d'augmenter. Les conséquences de l'attaque contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine sapent les fondements de la paix et de la sécurité internationales. À la lumière de ces faits, le Panama rejette le recours à la force et lance un appel pressant au respect du droit international humanitaire et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

La population subit les conséquences de cette guerre, et l'accès à l'aide humanitaire est indispensable. À cet égard, nous soulignons l'action menée par l'ONU et les organisations non gouvernementales. Pour cette raison, nous exigeons la protection du personnel humanitaire, qui déploie des efforts considérables pour venir en aide aux milliers de civils injustement touchés.

Depuis août 2024, plus de 170 000 personnes ont fui l'est de l'Ukraine, venant s'ajouter aux 3,6 millions de déplacés et aux plus de 6,75 millions de réfugiés qui ont cherché refuge à l'extérieur du pays. Malheureusement, 90 % des réfugiés ukrainiens en Europe sont des femmes et des enfants, ce qui souligne la vulnérabilité de ces populations face aux effets dévastateurs du conflit. Selon les données de l'UNICEF, depuis février 2022, au moins 2 406 enfants ont été tués ou blessés en Ukraine. Ce chiffre effarant équivaut à une moyenne de 16 enfants tués ou blessés chaque semaine. Il ne s'agit pas d'un conflit lointain ou abstrait ; il a un visage, et ce visage est celui des enfants qui subissent les conséquences les plus cruelles de la guerre.

Dans les régions qui se trouvent en première ligne, la situation est extrêmement grave. Trois millions de personnes n'ont pas accès aux services essentiels et aux soins de santé, tandis que les attaques contre les écoles et les hôpitaux sont devenues courantes, ce qui est très inquiétant. Selon l'ONU, 1 496 établissements d'enseignement et 662 établissements de santé ont été endommagés ou détruits. En outre, 1,7 million d'enfants n'ont pas accès à l'eau potable et 3,4 millions n'ont pas accès à des installations d'assainissement centralisées, ce qui augmente considérablement le risque de maladies dans des conditions hivernales extrêmes.

Face à cette réalité, le Panama fait entendre sa voix pour exiger de toutes les parties au conflit qu'elles respectent les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Il est impératif de prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger les civils, en particulier les enfants, et nous implorons les parties de le faire. Par ailleurs, nous demandons de toute urgence la mise en œuvre de mesures concrètes pour empêcher l'utilisation des écoles à des fins militaires, conformément aux dispositions de la résolution 2601 (2021), adoptée par le Conseil.

D'autre part, le Panama réaffirme qu'il est résolument déterminé à renforcer la participation active, véritable et en toute sécurité des femmes aux efforts de paix et de sécurité en Ukraine. Nous nous félicitons des résultats positifs obtenus grâce au Women's Peace and Humanitarian Fund (Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire), qui apporte un appui substantiel aux organisations dirigées par des femmes en Ukraine, renforçant ainsi leur capacité de contribuer à la planification et à l'intervention face aux crises. Ces initiatives garantissent leur accès à des services essentiels tels que la sécurité, la protection de leurs droits et le renforcement de leur participation au relèvement socioéconomique du pays.

Pour le Panama, le retour des enfants et de tous les civils ukrainiens détenus illégalement revêt une importance vitale du point de vue humanitaire, moral et éthique, compte tenu de la participation du Panama à la Conférence ministérielle sur la dimension humaine de la formule de paix en 10 points de l'Ukraine, qui a débouché sur l'Engagement de Montréal, qui porte sur le retour des prisonniers de guerre, des civils détenus illégalement et des enfants déportés.

Nous observons avec une grande appréhension la poursuite des explosions et des actions militaires à proximité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Il est également très préoccupant que les sept piliers indispensables pour assurer la sûreté et la sécurité nucléaires dans un conflit armé, établis par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique en 2022, continuent d'être partiellement ou totalement compromis.

Une paix juste et durable doit aller de pair avec le plein respect de la Charte des Nations Unies, ainsi que de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

M^{me} Lassen (Danemark) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} DiCarlo, de son exposé riche en informations.

À l'heure où nous parlons, l'agression de la Russie contre l'Ukraine se poursuit sans relâche. L'Ukraine continue de lutter pour son existence même, ses citoyens étant contraints d'endurer d'immenses souffrances en raison d'une guerre illégale, une guerre de conquête menée en violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

À l'approche du troisième anniversaire de l'invasion russe à grande échelle, l'Ukraine est toujours dans une situation tragique. Chaque jour qui passe apporte son lot de morts, de destructions et d'épreuves : des civils tués dans des attaques contre des zones résidentielles, des maisons réduites à l'état de ruines, et des écoles, des hôpitaux et des infrastructures critiques décimés. Pendant l'hiver, des millions d'Ukrainiens éprouvent des difficultés chaque jour pour avoir accès au chauffage, à l'eau et à l'électricité. Il ne s'agit pas de simples mots abstraits dans une déclaration. Ils représentent des vies humaines cruellement écourtées par cette guerre insensée. Ils représentent les souffrances endurées par des enfants, des familles, des communautés entières et une nation entière. Et dans quel but ? Dans le but de réaliser le rêve du Kremlin de revenir à un monde où règne la loi du plus fort et où les frontières peuvent être redessinées par la force brute. Telle est l'absurdité à laquelle nous

sommes confrontés : une guerre non provoquée, alimentée par des mensonges et une nostalgie impérialiste.

La Russie prétend agir dans le cadre de la légitime défense, mais ce sont les villes ukrainiennes qui sont en ruines. La Russie prétend défendre son peuple, mais elle a envoyé des centaines de milliers de ses propres soldats à une mort inutile. La Russie prétend défendre les plus pauvres et les plus vulnérables contre un prétendu colonialisme, mais elle alimente l'instabilité dans les régions les plus fragiles du monde en attaquant les voies d'approvisionnement alimentaire mondiales. Ces crimes ne peuvent rester sans réponse. Cette guerre a des conséquences mondiales. Le monde ne peut se permettre de rester les bras croisés alors que la Russie bafoue le droit international et porte atteinte à la dignité humaine.

La souffrance des Ukrainiens est généralisée. Elle est atroce. Mais je le répète, elle n'est pas inévitable. Cette guerre pourrait cesser immédiatement si seulement l'agresseur, la Russie, cessait d'attaquer l'Ukraine et retirait ses forces. C'est précisément ce que nous demandons à la Russie de faire. Et lorsque ce jour viendra, lorsque les combats cesseront enfin, la Russie devra répondre de ses actions illégales. La Russie doit rendre des comptes. Le Danemark appuie tous les efforts visant à garantir une pleine application du principe de responsabilité. La justice l'exige.

Il est également évident que la Russie ne mène pas cette guerre seule. Nous sommes profondément préoccupés par l'intensification de la coopération militaire de la Russie avec des pays tiers. La Russie continue de s'appuyer sur les drones de l'Iran et sur l'artillerie, les munitions, les missiles balistiques et même les troupes de la République populaire démocratique de Corée, en violation des résolutions adoptées par consensus par le Conseil. La Russie n'aurait pas été en mesure de reconstruire sa base militaro-industrielle sans un soutien économique important et des technologies à double usage provenant de pays tiers, qui contribuent tous à soutenir sa guerre illégale. Cette coopération pratique est révélatrice d'une autre tendance, plus sinistre : la Russie est en train de nouer des alliances dangereuses, dont les ramifications s'étendent bien au-delà du continent européen.

Le Danemark est pleinement solidaire de l'Ukraine. Nous restons indéfectiblement attachés à son indépendance, à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. Notre appui à son droit de légitime défense et au libre choix de son avenir ne faiblira pas. Nous n'aurons de cesse de nous opposer, résolument et fermement, à l'agression de la Russie et aux pays qui cherchent à la soutenir. Nous continuerons de dénoncer les tentatives de la Russie de légitimer sa guerre dans cette salle. Et il n'est rien qui nous découragera de le faire, car nous sommes guidés par notre engagement à faire respecter et à défendre le droit international et la Charte des Nations Unies.

Que 2025 soit l'année où nous prouverons que le monde ne permettra pas à la tyrannie de triompher. Que ce soit l'année où nous prouverons que les agresseurs ne sont pas autorisés à violer la souveraineté d'une nation en toute impunité. Que ce soit l'année où l'on mettra fin aux ravages de cette guerre. Nous resterons aux côtés de l'Ukraine aujourd'hui, demain et aussi longtemps qu'il le faudra.

M. de Rivière (France) : Je remercie M^{me} DiCarlo pour son exposé.

Depuis près de trois ans, l'Ukraine fait face à l'agression lancée à grande échelle par la Russie. Il y a bien, dans ce conflit, un agresseur, la Russie, qui viole la Charte des Nations Unies, bafoue des pans entiers du droit international et adopte une posture d'escalade. Et il y a un agressé, l'Ukraine, État souverain qui dispose, en vertu de la Charte, du droit de défendre son indépendance et son intégrité territoriale.

La France appelle la Russie à cesser sa guerre d'agression et à retirer ses troupes du territoire de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Elle condamne les frappes indiscriminées qui s'intensifient contre les villes, contre les

civils et contre les infrastructures énergétiques de l'Ukraine, en violation du droit international humanitaire. Le 8 janvier encore, la Russie a mené un bombardement sur la ville de Zaporizhzhia, faisant au moins 13 morts. Le bilan de ce conflit, qui ne cesse de s'alourdir, est catastrophique. La France dénonce les crimes de guerre commis en Ukraine. La Russie ne recule pas devant les transferts forcés et les déportations d'enfants. La Cour pénale internationale estime que cela constitue des crimes de guerre et qu'il existe assez d'éléments pour établir l'implication des autorités russes au plus haut niveau.

La Russie continue son travail de sape de l'architecture internationale de non-prolifération en se fournissant en drones et en missiles balistiques auprès de l'Iran, et en munitions et missiles balistiques auprès de la Corée du Nord. L'accroissement du soutien militaire nord-coréen, avec l'engagement direct de troupes, traduit les difficultés croissantes rencontrées par la Russie. Il se fait en violation de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, que la Russie elle-même avait soutenues. Il s'agit d'une menace directe pour la sécurité des Européens et la sécurité internationale. La Russie doit respecter les obligations qui sont les siennes en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. La France exhorte tous les États à s'abstenir de fournir à la Russie les équipements militaires, les biens à double usage et tous les composants qui alimentent cette guerre.

La Russie continue d'ignorer l'ordonnance de la Cour internationale de Justice, qui lui a demandé, dès le 16 mars 2022, de suspendre immédiatement ses opérations militaires. Elle ignore les résolutions de l'Assemblée générale, qui ont condamné cette agression à sept reprises, à une très large majorité, et appelé au respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les auteurs des crimes de guerre ne doivent pas rester impunis. Nous rappelons notre soutien à la Cour pénale internationale et aux juridictions ukrainiennes, afin de garantir une reddition de comptes. Le travail de la Commission d'enquête internationale et indépendante reste indispensable.

La France reste déterminée à poursuivre et renforcer son soutien à l'Ukraine, afin de lui donner les moyens d'exercer son droit à la légitime défense et de faire échec à l'agression de la Russie. Nous continuerons d'œuvrer au retour d'une paix juste et durable, conforme à la Charte des Nations Unies.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé qui arrive à point nommé.

À l'approche du troisième anniversaire de la guerre en Ukraine, ma délégation est consternée par le fait que la situation sur le terrain a empiré. Nous regrettons également que cette guerre injustifiable ait été menée au mépris total du droit international.

L'attaque russe contre la ville de Zaporizhzhya la semaine dernière, qui a fait de nombreuses victimes civiles, n'était pas un fait isolé. En effet, elle s'inscrivait dans le cadre d'une campagne russe intensifiée visant les villes ukrainiennes depuis l'année dernière.

Comme l'a indiqué la Secrétaire générale adjointe DiCarlo au Conseil aujourd'hui, le nombre de victimes civiles en Ukraine a augmenté de 30 % l'année dernière par rapport à l'année précédente. Cette hausse est due en grande partie à l'utilisation par la Russie de puissantes bombes planantes, de missiles et de drones chargés d'explosifs dans des zones peuplées, dont un grand nombre ont été achetés à l'étranger, en particulier à la Corée du Nord. Nous condamnons une fois de plus les attaques aveugles contre les civils et les biens de caractère civil. Et comme si cela ne suffisait pas, il y a trois jours à peine, au cours de la réunion du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria, nous avons pu entendre des récits saisissants sur les horribles traitements infligés par les autorités russes aux prisonniers de guerre et aux détenus civils ukrainiens.

Ma délégation est également atterrée par les attaques déplorables « en deux temps » contre les premiers intervenants qui continuent d'être perpétrées, causant des pertes importantes parmi le personnel médical et humanitaire dévoué en Ukraine.

Les témoignages de deux soldats nord-coréens, récemment capturés par l'armée ukrainienne dans la région de Kursk, montrent clairement que des troupes nord-coréennes sont engagées dans les combats et qu'elles sont traitées comme étant sacrificiables. Selon une vidéo diffusée il y a quelques jours, ces deux soldats nord-coréens ont indiqué qu'ils n'étaient pas conscients d'être déployés dans le cadre de la guerre contre l'Ukraine. On leur a dit, au contraire, qu'ils participaient simplement à des exercices de simulation de combat. Étant de langue maternelle coréenne, je peux dire que ces deux soldats parlaient bel et bien en coréen, avec un accent nord-coréen.

Néanmoins, la Russie et la Corée du Nord refusent toujours de reconnaître le déploiement de soldats nord-coréens et affirment faussement que la coopération militaire entre Moscou et Pyongyang est pleinement conforme aux obligations du droit international. Mais l'ensemble de leur coopération militaire constitue une violation flagrante de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.

Selon les estimations de mon gouvernement, les troupes nord-coréennes subissent actuellement des pertes importantes, avec plus de 300 soldats tués et 2 700 blessés, sur les quelque 12 000 soldats envoyés en Russie. Des pertes aussi importantes en si peu de temps sont dues aux tactiques inhumaines utilisées sur les lignes de front.

Les soldats nord-coréens ont recours à des tactiques obsolètes de vagues humaines, avant d'être poursuivis et attaqués par des drones ukrainiens. Selon les rapports, ils traversent même des champs de mines, marchant à la queue leu leu à trois ou quatre mètres de distance les uns des autres, comme des détecteurs de mines humains, sans couverture ni véhicule de déminage. Lorsqu'un soldat est touché par une explosion, les infirmiers restent à l'arrière pour ramasser le corps, tandis que les autres poursuivent leur chemin, l'un après l'autre. De plus, les soldats ont même reçu pour consigne de mettre fin à leurs jours plutôt que de se rendre. Dans des mémos trouvés sur des soldats tués, les autorités nord-coréennes les exhortaient à se suicider pour éviter d'être capturés. Malgré les efforts déployés par Pyongyang pour étouffer toute rumeur à ce sujet, nos services de renseignement indiquent que la nouvelle des déploiements de soldats se répand désormais dans toute la Corée du Nord et que les familles des soldats déployés se disent terriblement inquiètes et angoissées à l'idée que leurs fils et leurs frères soient utilisés comme des soldats esclaves et comme simple chair à canon.

À la lumière de toutes ces informations, nous pouvons constater très clairement que la République populaire démocratique de Corée ne traite ses soldats que comme un moyen cynique de pérenniser son régime et de faire progresser son programme illégal d'armes de destruction massive, tant sur le plan financier que technologique. Nous condamnons une fois de plus la participation de la Corée du Nord à la guerre illégale menée contre l'Ukraine, ainsi que l'élargissement de la coopération militaire illégale entre Moscou et Pyongyang. Cela doit cesser immédiatement.

La résilience dont l'Ukraine a fait preuve ces trois dernières années, et dont le monde entier a été témoin, est incroyable. Non seulement les Ukrainiennes et les Ukrainiens se défendent contre l'invasion russe, mais malgré les attaques incessantes de la Russie, ils collaborent aussi étroitement avec les organismes des Nations Unies et leurs partenaires internationaux pour rebâtir leur pays, y compris dans le cadre d'une série de projets de reconstruction. À cet égard, la République de Corée a récemment annoncé une contribution de 20 millions de dollars pour lancer de nouveaux projets d'aide humanitaire et de relèvement rapide en Ukraine par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement, au titre de notre cadre d'appui pluriannuel. Nous exprimons une nouvelle fois notre position fondée

sur des principes, selon laquelle tout plan de paix doit être conforme aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et au droit international, et réaffirmons notre détermination à nous tenir aux côtés du peuple ukrainien jusqu'à ce qu'il obtienne une paix globale, juste et durable sur ses terres.

M. Sekeris (Grèce) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Durant la période des fêtes, l'Ukraine a une nouvelle fois dû défendre son indépendance politique, sa souveraineté et son intégrité territoriale contre un voisin puissant et membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie ayant procédé à de nouveaux bombardements aériens à grande échelle sur les villes et les territoires ukrainiens, des attaques qui se sont largement poursuivies au cours de la nouvelle année. Rien que la semaine dernière, l'attaque aérienne menée contre Zaporizhzhia a fait le plus grand nombre de victimes civiles depuis près de deux ans. Cet acte est le dernier d'une série d'attaques incessantes dirigées contre les civils et les infrastructures civiles en plein milieu d'un nouvel hiver rigoureux. Au vu des chiffres globaux communiqués par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'heure n'est pas au relâchement des efforts. En 2024, le nombre total d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens tués ou blessés a augmenté de 30 % par rapport à l'année précédente. Quatorze millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, tandis que les plus vulnérables, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées, subissent de plein fouet l'agression de la Russie. Plus de 2 500 enfants, qui représentent l'avenir de l'Ukraine, ont été tués ou blessés, tandis que de nombreuses femmes et filles ont été victimes de violences sexuelles liées au conflit. Nous devons nous rappeler que ce sont toujours les populations civiles qui font les frais de ce fléau qu'est la guerre.

La Grèce condamne avec la plus grande fermeté les attaques contre les civils. Nous nous associons aux appels lancés pour que cessent immédiatement toutes les attaques contre les zones résidentielles et les infrastructures critiques en Ukraine et pour que toutes les parties respectent les obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire. Ces derniers mois, cette guerre d'agression, qui en est déjà à sa troisième année, au lieu de baisser d'intensité, a connu une grave escalade. La présence de soldats de la République populaire démocratique de Corée sur un théâtre de guerre met en péril la paix et la sécurité internationales à une échelle régionale élargie, ce qui risque d'avoir des conséquences considérables pour la sécurité nucléaire mondiale. La Grèce appuie fermement le travail crucial de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et appelle au respect des sept piliers et des cinq principes fondamentaux présentés par le Directeur général de l'AIEA, M. Grossi.

Cette guerre a des répercussions mondiales et des conséquences sur la sécurité alimentaire internationale, et elle porte atteinte aux économies et aux besoins fondamentaux des populations dans le monde entier, en particulier en Afrique. Les attaques menées par la Russie contre les ports ukrainiens et les navires de pays tiers ont aggravé les conditions de sécurité en mer Noire, entravant l'exportation de céréales ukrainiennes par voie maritime. À cet égard, nous appuyons l'engagement pris par le Secrétaire général de relancer l'Initiative de la mer Noire, après le retrait de la Russie.

La politique étrangère de la Grèce a toujours été définie par son attachement et son adhésion au droit international, et la conviction que tous les différends peuvent être réglés par le dialogue est ancrée dans notre culture. Nous réaffirmons notre attachement à la souveraineté, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Sur cette base, nous sommes favorables à une paix globale, juste et durable, qui passe avant tout par le retrait immédiat, complet et inconditionnel des forces russes du territoire

de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies, au droit international et à de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale.

M. Jadoon (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé très utile sur la situation en Ukraine et dans la région.

La présente séance se tient à un moment critique. Le mois prochain, en février 2025, cela fera trois ans que les hostilités ont éclaté en Ukraine. La situation reste très préoccupante, notamment en raison des conséquences disproportionnées que le conflit a sur la vie des civils. Les dégâts matériels considérables et la perte d'infrastructures civiles sont tout aussi inquiétants et déplorables. Une nouvelle escalade ne ferait qu'exacerber la crise actuelle. Nous avons besoin d'une cessation rapide des hostilités et d'une solution qui apporte une paix durable et pérenne.

Ma délégation tient à mettre l'accent sur la nécessité de donner la priorité au dialogue et à la diplomatie plutôt que d'alimenter et d'aggraver le conflit. La solution réside dans le dialogue et les négociations, et non sur le champ de bataille. Le Pakistan est prêt à jouer un rôle constructif dans la promotion des efforts diplomatiques visant à mettre fin au conflit, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies.

M. Yusuf (Somalie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, de son éclairage très utile sur la situation sur le terrain en Ukraine, qui met en lumière les domaines critiques exigeant une attention immédiate de notre part.

Nous exprimons notre solidarité avec toutes les personnes touchées par le conflit et réaffirmons notre attachement indéfectible à un règlement pacifique du différend, comme le prévoit la Charte des Nations Unies. À l'approche du troisième anniversaire du conflit en Ukraine, nous sommes profondément préoccupés par la prolongation des hostilités et la poursuite de l'escalade. Les activités militaires en cours soulignent la nécessité urgente d'une désescalade et de la relance des efforts diplomatiques.

Nous reprenons à notre compte l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et de la reprise des négociations, seule voie viable vers une paix durable. Nous prenons acte avec inquiétude de la crise humanitaire qui sévit en Ukraine, où des millions de personnes sont déplacées et ont désespérément besoin d'aide. Selon des informations récentes, plus de 12 millions de personnes, dont 2 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire multisectorielle. La Somalie souligne qu'il importe de garantir un accès sans entrave aux travailleurs humanitaires et de mettre en place des couloirs sûrs pour la fourniture de services essentiels. Les populations vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes handicapées, continuent de subir de plein fouet les conséquences du conflit. Nous nous associons à l'appel lancé à toutes les parties pour qu'elles respectent le droit international humanitaire et donnent la priorité à la protection de ces groupes, en veillant à ce qu'ils aient accès à l'aide, aux soins médicaux et à l'éducation dont ils ont besoin. Dans cette optique, nous nous félicitons du récent échange de prisonniers intervenu entre la Russie et l'Ukraine. Il s'agit d'une évolution positive qui représente une lueur d'espoir et une avancée humanitaire, ainsi qu'un moyen qui permettrait d'avancer vers le dialogue et la compréhension mutuelle.

En ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, nous soulignons qu'il ne peut y avoir de solution militaire ou de victoire décisive qui permette de mettre fin au conflit en Ukraine. Dans ce contexte, il est indispensable de maintenir les canaux de communication ouverts et de créer des conditions propices aux contacts diplomatiques. La communauté internationale doit soutenir les efforts visant à désamorcer les tensions et à faciliter un dialogue constructif entre les

parties concernées. Nous encourageons tous les États Membres à œuvrer de concert à la création d'un environnement propice à un règlement pacifique du conflit.

Pour terminer, nous restons déterminés à travailler aux côtés de tous les membres du Conseil et de tous les membres de la communauté internationale pour atteindre cet objectif. Nous sommes convaincus que, grâce à un effort collectif et à un engagement sans faille en faveur d'un règlement pacifique, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, nous pouvons contribuer à mettre un terme à ce conflit.

M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé et je salue la participation des représentants de l'Ukraine, de la Pologne, de la Roumanie, de l'Estonie et de l'Union européenne à la séance d'aujourd'hui.

Le conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine a provoqué une catastrophe humanitaire aux proportions dantesques, la grande majorité des victimes civiles et des dommages causés aux établissements d'enseignement et de santé se trouvant sur le territoire de l'Ukraine. Le Guyana est alarmé par l'intensification récente des attaques contre les infrastructures civiles critiques, qui infligent des souffrances incommensurables à des millions d'innocents. Les récentes attaques contre les infrastructures énergétiques ont également entraîné des coupures de courant qui ont touché plus d'un million de personnes en Ukraine et perturbé l'accès aux services essentiels dans plusieurs régions. Nous n'avons cessé d'exprimer notre vive inquiétude quant aux conséquences de ce conflit sur les civils, et il semble que peu ou pas d'efforts soient faits pour réduire autant que faire se peut les dommages qui leur sont causés.

Alors que cette guerre est sur le point d'entrer dans sa troisième année, il ne semble y avoir aucun répit à ces vagues de violence qui vont s'intensifiant. Nous continuons de recevoir, jour après jour, des informations faisant état de frappes aveugles de missiles et de drones. Comme l'a rappelé la Secrétaire générale adjointe DiCarlo, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a signalé une augmentation de 30 % du nombre de civils tués et blessés en 2024, tandis que l'attaque de ce mois contre la ville de Zaporizhzhya a été la plus meurtrière pour les civils depuis près de deux ans. Les conclusions de la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine sont également très alarmantes. Elles font état d'actes de torture et d'autres formes de violation des droits humains commis systématiquement contre les prisonniers de guerre et d'autres détenus. Ces violations doivent cesser.

Le droit international humanitaire est clair : les parties à un conflit doivent prendre toutes les précautions possibles pour réduire au minimum les dommages causés aux civils. Pourtant, des violations répétées du droit international humanitaire et du droit international des droits humains continuent de caractériser cette guerre. Le Guyana souligne à nouveau que les conséquences des violations du droit international ne s'arrêtent pas aux frontières et ne peuvent être laissées sans réponse. Nous insistons sur le respect des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et de non-ingérence, tels qu'ils sont inscrits dans la Charte des Nations Unies. À cet égard, le Guyana réitère son appel à la cessation des hostilités et au plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous demandons, une fois de plus, à la Fédération de Russie de retirer immédiatement ses forces militaires du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine.

L'histoire nous a appris qu'en temps de guerre, il n'y a pas de vainqueur et qu'une paix obtenue par la force ne peut durer. Nous appuyons ceux qui cherchent à utiliser les outils de la diplomatie pour parvenir à un règlement pacifique et durable, et nous appelons les parties à s'engager en faveur d'un processus diplomatique

sérieux pour mettre fin au conflit. D'ici là, nous devons tous assumer nos responsabilités et, en tant que gardiens de la paix et défenseurs de la Charte des Nations Unies, nous devons protéger les personnes vulnérables. Nous devons mettre fin à cette guerre maintenant.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je vais devoir interrompre les mantras antirusse des membres occidentaux du Conseil de sécurité. Après tout, nous sommes réunis ici aujourd'hui précisément pour écouter ces mantras, même si tout ceci n'est rien d'autre qu'un exercice de cochage de cases, nécessaire pour maintenir d'une manière ou d'une autre l'illusion que la question ukrainienne continue de retenir l'attention du Conseil de sécurité. En réalité, la question ukrainienne se résume aujourd'hui à quelques points qui méritent vraiment l'attention de nos collègues, d'autant plus que ce sont des points sur lesquels nos collègues occidentaux n'ont pas dit un seul mot.

Depuis notre dernière séance (voir S/PV.9816), la situation des forces armées ukrainiennes sur le champ de bataille s'est considérablement détériorée. L'Ukraine elle-même reconnaît qu'au cours des 10 derniers jours seulement, l'armée russe a libéré huit villes, dont Kurakhove, le plus important bastion des forces armées ukrainiennes. Le front oriental a également été percé en plusieurs autres endroits, plusieurs centaines de soldats ukrainiens et de mercenaires étrangers ont été encerclés et faits prisonniers, et des centaines de pièces d'équipement militaire ont été détruites. Des villes aussi importantes que Pokrovsk, qui deviendra bientôt Krasnoarmeysk, Toretsk, qui sera bientôt Dzerzhinsk, et Chasiv Yar sont sur le point de tomber. Dans certaines zones, les troupes russes ont presque atteint les frontières administratives de la région de Dnipropetrovsk.

Les Ukrainiens sont de plus en plus réticents à se battre pour la clique corrompue de Zelenskyy et les intérêts géopolitiques occidentaux. Nous avons déjà communiqué des données relatives au nombre de déserteurs dans cette salle. Selon le commandement des forces terrestres ukrainiennes, plus d'un demi-million de personnes sont recherchées pour s'être soustraites à la mobilisation. Le bureau de Zelenskyy tente, bien entendu, de dissimuler l'ampleur de ce phénomène. Néanmoins, de temps à autre, de nouveaux faits sont divulgués dans les médias, ce qui nous permet de tirer des conclusions sur ce qui se passe réellement. Ainsi, au début de l'année, des journalistes ont rapporté que l'Ukraine avait ouvert une enquête pour « désertion » contre la 155^e brigade mécanisée séparée « Anne de Kiev », qui a été équipée et entraînée en France. Au total, 1 700 des 2 300 militaires de la brigade se sont absentés sans permission peu de temps après avoir été envoyés au front, et il s'agit d'une unité d'élite. Que dire alors des hommes qui sont capturés dans les rues pour être jetés dans le bain de sang comme de la chair à canon avec peu ou pas d'entraînement ? Il n'est pas surprenant qu'ils saisissent la première occasion de se rendre, le principal danger pour eux étant les « troupes de barrage » des nationalistes ukrainiens qui tirent dans le dos de ceux qui veulent battre en retraite.

Les marionnettistes du régime de Kiev à Washington sont bien sûr mécontents de cette situation, car ils craignent que leur investissement de plusieurs milliards de dollars dans le projet antirusse et l'armement qu'ils ont fourni ne s'avère inutile et que le régime de Kiev ne s'effondre sans gloire, tout comme l'a fait le régime pro-américain en Afghanistan en 2021. Faisant fi des protestations des Ukrainiens ordinaires qui ne veulent pas être envoyés dans cette boucherie insensée par une mobilisation forcée, ils insistent maintenant pour que l'acteur de théâtre ukrainien, dont la date péremption a expiré, abaisse l'âge de la conscription dans le pays de 25 à 18 ans. Ce faisant, ils ne tiennent pas compte de l'avis des experts qui affirment que de nombreux hommes de cette tranche d'âge ont déjà quitté l'Ukraine et que cette mesure ne permet pas d'obtenir le nombre nécessaire de personnes prêtes à mourir.

L'ancien acteur, Zelenskyy lui-même, fait de son mieux pour faire croire à ses maîtres que son régime est encore capable de se battre. Faisant mine d'ignorer l'effondrement incessant du front oriental, il jette toutes les réserves formées par l'Occident dans la région de Koursk, où les troupes ukrainiennes, malgré d'énormes pertes quotidiennes, ne contrôlent plus que moins d'un tiers du territoire qu'elles ont conquis en août 2024. L'autre jour, il a lancé une nouvelle contre-offensive qui a échoué : les forces armées ukrainiennes ont été repoussées, perdant des milliers de soldats et des centaines d'unités d'équipement fournies par l'Occident.

Que reste-t-il donc au chef de la junte de Kiev dans cette sombre situation ? Il tente de remporter de nouvelles « victoires médiatiques » en attaquant des objets sur le territoire russe à l'aide de drones et de missiles occidentaux à longue portée. L'efficacité de ces attaques est proche de zéro, mais les débris font des dégâts. En outre, les territoires russes pacifiques continuent d'être bombardés, tuant des civils. Par exemple, au début de cette année, à la suite d'une frappe ciblée et délibérée d'un drone ukrainien sur l'autoroute Donetsk-Gorlovka, un correspondant indépendant travaillant pour *Izvestia*, Alexander Martemyanov, a été tué, et d'autres reporters russes ont été blessés. Les régions de Donetsk et de Belgorod sont régulièrement bombardées. Actuellement, l'artillerie des forces armées ukrainiennes n'atteint pas ces territoires et les nationalistes doivent utiliser des systèmes de missiles. Dans la série d'attaques menées par le régime de Kiev, celle du 11 janvier, contre la station de compresseurs du gazoduc TurkStream, dans la région de Krasnodar, a une place à part. On me permettra de rappeler que quelques jours auparavant, le Président ukrainien, qui a dépassé sa date de péremption, avait refusé de proroger le contrat d'acheminement du gaz naturel vers l'Europe via l'Ukraine, portant un coup de plus au potentiel économique du vieux continent. Nous avons toutes les raisons de penser que l'attaque contre l'infrastructure TurkStream a été incitée par Washington et Londres afin de pousser l'Union européenne à se raccorder au gaz naturel liquide coûteux provenant des États-Unis. N'oublions pas que ces deux mêmes pays empêchent l'ouverture d'une enquête internationale objective sur l'attaque terroriste qui a visé les gazoducs Nord Stream en septembre 2022. Les conclusions s'imposent d'elles-mêmes.

Les parrains du régime de Kiev veulent sauver à tout prix leur projet antirusse en pleine déroute et, jusqu'ici, c'est ce qui a prévalu sur toute réflexion sensée autour de la nécessité, que même certaines personnalités politiques occidentales évoquent de plus en plus, de régler pacifiquement le conflit ukrainien et d'en éliminer les causes profondes. Il est vrai que les éléments de langage des États-Unis et de leurs satellites ont considérablement évolué ces derniers temps. Au départ, ils insistaient sur la nécessité d'assurer la victoire de l'Ukraine, puis ont mis en avant leur volonté de soutenir le régime de Kiev « aussi longtemps qu'il le faudrait », avant de souligner qu'une victoire de la Russie était inacceptable et, aujourd'hui, c'est de l'importance d'assurer une position de négociation forte au navire ukrainien en plein naufrage qu'il est question. Tout cela rend nerveux l'artiste ukrainien, et son entourage parle ouvertement d'une sorte de tragédie à grande échelle qui permettrait à l'Ukraine de retrouver le soutien de l'opinion publique occidentale : une provocation ignoble, comme celle que lui et les Britanniques ont mise en scène à Boutcha, en avril 2022, pour faire échouer les accords russo-ukrainiens qui étaient sur le point d'être conclus.

Comme nous l'avons déjà dit, ce n'est pas tant la défaite manifestement inéluctable de l'Ukraine qui inquiète l'usurpateur Zelenskyy, mais le danger que représenteraient des élections et la probabilité que la nouvelle Administration des États-Unis s'attelle à un audit de l'aide accordée à l'Ukraine, lequel est voué à révéler l'ampleur de la corruption qu'il couvre dans le pays. Voilà pourquoi il a récemment cherché à aiguillonner la Russie en frappant diverses cibles sur notre territoire, espérant provoquer une riposte à grande échelle de notre part. À son grand dam, cependant, la Russie ne répond toujours pas à ses provocations et continue de ne frapper que

des objets liés aux capacités militaires de l'Ukraine. Des tragédies sont causées par la chute, sur des biens de caractère civil, de débris de drones et de missiles abattus par les systèmes de défense aérienne ukrainiens qui sont, nous l'avons souligné à maintes reprises, déployés dans des quartiers résidentiels, en violation des normes du droit international humanitaire. Mais elles ne suffisent manifestement pas à créer l'onde de choc mondiale dont le dirigeant de Kiev a besoin. Certaines rumeurs persistantes, à Kiev, laissent penser que le régime, en collaboration avec ses parrains britanniques, prépare une provocation sanglante majeure dont ils rejetteraient la faute sur la Russie.

C'est ainsi que le mot d'ordre le plus fréquent aujourd'hui sur les réseaux sociaux ukrainiens est « Fuyez l'Ukraine avant qu'il ne soit trop tard ». Les Ukrainiens fuient le « camp de concentration de Zelenskyy ». C'est ainsi qu'ils surnomment de plus en plus le pays depuis que l'ancien comique a annulé toutes les élections possibles. Les soldats en formation dans les pays occidentaux prennent la fuite, tout comme les hommes politiques, les députés de la Verkhovna Rada, les juges à la Cour suprême, les diplomates et jusqu'aux athlètes. Ainsi, au début de l'année, les médias ukrainiens ont rapporté qu'Oleksandr Poklad, Chef adjoint du Service de sécurité ukrainien, Oleksandr Ruvyn, ancien Directeur de l'Institut de recherche en médecine légale de Kiev, et Ihor Cherkasky, ancien Chef du Service de contrôle financier, avaient fui à l'étranger.

Aujourd'hui, M^{me} DiCarlo nous a parlé des tortures que subiraient les militaires ukrainiens, en se fondant sur des informations savamment distillées par diverses structures et commissions et exploitées par la machine de propagande occidentale et ukrainienne. Mais je vais relayer ce que nous a dit Artem Dmytruk, ancien député à la Verkhovna Rada, sur la torture qu'il a subie en 2022 aux mains d'officiers du Service de sécurité ukrainien, qui voulaient lui arracher des preuves et des aveux de haute trahison. La principale charge contre lui concernait sa défense de l'Église orthodoxe ukrainienne canonique. Voici quelques extraits de son effroyable témoignage, qui est disponible en ligne.

« On m'a jeté à même le sol froid et humide. J'entendais les cris et gémissements de mes amis qui se trouvaient à proximité. D'un peu plus loin parvenaient les cris et gémissements d'autres personnes, ainsi que d'atroces sons de torture [...] J'ai été roué de coups [...] Ils ont essayé de me crever les yeux [...] J'ai perdu connaissance plusieurs fois et je suis tombé de ma chaise, et quand je suis revenu à moi, j'ai été à nouveau torturé. »

Ils ont menacé de l'abattre ou de l'estropier. Ensuite, il a été transféré dans la salle de sport du bureau du Service de sécurité ukrainien à Odessa, où il a été filmé en train de dire haut et fort qu'il ne critiquerait plus jamais Volodymyr Zelenskyy ou son chef de cabinet, Andrey Yermak. En outre, ils ont tenté d'en faire un agent du Service de sécurité ukrainien, pour contrecarrer l'opposition à Zelenskyy. Et Dmytruk n'est pas le seul homme politique à avoir affirmé qu'il existe des camps de concentration du Service de sécurité à Kiev. Un autre député de la Verkhovna Rada, Oleksandr Dubynskyy, notamment, avait déjà signalé l'existence de ces camps à Kiev. Selon ses dires, plus de 300 personnes y ont été torturées pour leur extorquer des témoignages sur le Président aujourd'hui élu des États-Unis, Donald Trump, dans un effort pour influencer la campagne électorale américaine.

Ces révélations sont intéressantes, non ? Elles permettent de se faire une idée de ce que le journaliste américain Gonzalo Lira a dû subir. Arrêté en août 2023, il a été torturé jusqu'à ce qu'il meure, il y a un an, le 12 janvier 2024, dans les geôles du Service de sécurité ukrainien. On peut aussi imaginer ce qu'a eu à endurer la militante des droits humains Elena Berezhnaya, âgée de 70 ans, qui n'a jamais été brisée par la clique de Zelenskyy. Il y a un mois, elle a été condamnée à 14 ans de prison, après des mois de torture dans les cachots du Service de sécurité, pour avoir dénoncé

à l'ONU les violations des droits humains commises par le régime de Kiev. Et je ne parle même pas des tortures que les prisonniers de guerre russes subissent actuellement dans les prisons ukrainiennes.

J'ai une question de pure forme pour mes collègues occidentaux. Comment est-ce que tout cela concorde avec leur argumentaire soigneusement mis en avant sur la démocratie ukrainienne florissante ? Nous ne nous sommes jamais fait d'illusions à ce sujet ; nous sommes parfaitement conscients de ce qui se passe dans ce pays depuis le coup d'État anticonstitutionnel mené en 2014 avec le soutien des États-Unis et de leurs satellites. Contrairement à nos collègues, nous pouvons dire la vérité. Nous n'avons pas besoin de recourir à l'hypocrisie comme nos collègues britanniques, par exemple. Durant la réunion qu'ils ont organisée selon la formule Arria le 13 janvier, ils ont fait venir à New York des Ukrainiens ouvertement nazis. L'un d'eux arbore un tatouage de la division allemande Totenkopf, que le Royaume-Uni a condamnée pour avoir tué 97 prisonniers de guerre britanniques en 1940.

Je conclurai ma déclaration aujourd'hui avec une citation de Marco Rubio, nommé au poste de Secrétaire d'État des États-Unis. Hier, durant son audition au Sénat, il a dit : « Le problème de l'Ukraine, ce n'est pas qu'elle sera bientôt à court d'argent, c'est qu'elle sera bientôt à court d'Ukrainiens. » J'ajouterais que le problème, c'est aussi que le peuple ukrainien ne veut pas se battre pour quelqu'un qui a usurpé le pouvoir et qui a transformé le pays en camp de concentration. Plus vite nos collègues occidentaux le comprendront, mieux ce sera pour eux, et pour les citoyens ukrainiens eux-mêmes.

M. Kanu (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Cette séance d'information organisée à la demande de la Slovénie et des États-Unis nous donne une nouvelle occasion importante de souligner à quel point il est urgent, près de trois ans après le début du conflit, d'instaurer la paix en Ukraine et de faire place à une région stable et pacifique. Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé complet.

À l'approche du troisième anniversaire du conflit entre la Russie et l'Ukraine, les effets dévastateurs de cette guerre et son intensité restent manifestes. Malgré les efforts constants du Conseil de sécurité et de toute la communauté internationale, une solution pacifique continue de nous échapper tandis que les parties en conflit persistent à privilégier des objectifs militaires. La Sierra Leone s'inquiète vivement de l'intensification du conflit, liée en particulier à un emploi accru d'armes à distance de sécurité telles que des missiles à longue portée, des drones et des bombes planantes, dont la portée étendue et les applications multiples font toujours plus de victimes et génèrent des souffrances supplémentaires.

Rien qu'au cours des deux dernières semaines, la Fédération de Russie et l'Ukraine ont mené des frappes aériennes à grande échelle sur leurs territoires respectifs. Récemment, des tirs de missiles à longue portée qui ont pris pour cible le territoire russe ont causé d'importants dommages à des usines, des installations de stockage de gaz et des dépôts de pétrole, et ont entraîné des fermetures d'écoles et des restrictions concernant les aéroports. En représailles, plus de 117 missiles et drones ont été lancés contre des infrastructures énergétiques ukrainiennes, y compris d'importantes installations gazières.

Nous prenons également note de la lettre datée du 9 janvier 2025, adressée par l'Ukraine au Secrétaire général, faisant état d'une attaque aérienne russe à grande échelle contre Zaporizhzhia le 8 janvier, qui a fait au moins 13 morts et 110 blessés. Cette attaque a fait le plus grand nombre de victimes civiles recensées au cours des deux dernières années. Des bâtiments résidentiels, des installations de transport et des bureaux administratifs ont également été endommagés.

La cheffe de la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine a récemment souligné que « les bombes planantes aériennes sont devenues l'une des

plus graves menaces pour les civils dans les villes situées le long de la ligne de front » et que leur utilisation a contribué à une augmentation de 30 % du nombre de victimes de 2023 à 2024.

Nous avons condamné les violations de la Charte des Nations Unies et du droit international, y compris le droit international humanitaire. Compte tenu de l'intensité du conflit, nous sommes profondément préoccupés par l'emploi sans discrimination de missiles à longue portée et de drones dans des zones densément peuplées, au mépris des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution.

En ce qui concerne les récentes attaques contre Zaporizhzhia, nous réitérons la mise en garde lancée par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Grossi, concernant le risque de déstabilisation de la centrale nucléaire de la ville. Toute nouvelle attaque pourrait entraîner une catastrophe nucléaire, avec des conséquences catastrophiques pour la région et le monde. Nous appelons les deux parties à s'abstenir de lancer des attaques contre ou à proximité des installations nucléaires en Ukraine et en Russie.

La Sierra Leone reste vivement préoccupée par la crise humanitaire causée par le conflit. Les souffrances des civils en Ukraine sont immenses, avec des pertes en vies humaines, des blessés et la destruction d'habitations et de biens au quotidien. L'ONU a fait état de plus de 28 000 victimes civiles et de plus de 10 000 morts en Ukraine depuis le début du conflit. Près d'un tiers de la population a été déplacé, et 6,3 millions de personnes vivent dans les pays voisins en tant que réfugiés tandis que 3,7 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays.

Le fait que les infrastructures énergétiques ukrainiennes soient régulièrement prises pour cible a entraîné la destruction de plus de 60 % de la capacité de production d'énergie du pays, ce qui provoque des pannes d'électricité généralisées. Des millions de personnes dans toute l'Ukraine sont actuellement touchées par des coupures de courant quotidiennes, ce qui limite l'accès aux services de base tels que l'eau, les réseaux mobiles et les transports publics, tout en perturbant l'éducation des enfants, en particulier ceux qui suivent leurs cours à distance.

La Sierra Leone rappelle que les attaques contre les civils et les infrastructures civiles sont strictement interdites par le droit international. Nous appelons toutes les parties à respecter les obligations découlant du droit international, en particulier du droit international humanitaire.

Alors que la population civile est confrontée à un hiver rigoureux en cette troisième année de conflit, avec des températures chutant jusqu'à - 20 °C, ces perturbations des services de base touchent de manière disproportionnée les groupes vulnérables, en particulier les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. Tout en prenant note de l'adoption par le Parlement ukrainien de la loi n°9381 visant à remédier à la crise énergétique, nous insistons sur le fait que les attaques contre les infrastructures énergétiques doivent cesser.

Le plan de réponse aux besoins humanitaires de l'Ukraine pour 2024 vise à aider plus de 14 millions d'Ukrainiens en leur fournissant de la nourriture, des services médicaux et d'autres formes d'aide humanitaire indispensable. Le plan prévoit également de fournir à 1,8 million de personnes une aide pour l'hiver jusqu'en mars 2025. Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires en faveur d'un soutien supplémentaire pour combler le déficit de financement de ce plan vital.

Je voudrais terminer en rappelant la déclaration initiale de la Sierra Leone au Conseil concernant ce conflit en janvier dernier, dans laquelle elle soulignait que les conflits n'engendrent jamais que la destruction, la souffrance et la mort (voir

S/PV.9526). Un an plus tard, c'est toujours la même réalité tragique : la mort, la destruction et la souffrance, à plus grande échelle.

Nous exhortons une fois de plus toutes les parties à prendre des mesures politiques et diplomatiques qui conduiront à la cessation des hostilités et, à terme, au règlement du conflit. Nous appelons à des efforts diplomatiques de bonne foi afin de répondre aux préoccupations légitimes de toutes les parties concernées.

Enfin, je réitère notre appel au plein respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Alors que la crise en Ukraine se poursuit, la guerre et le conflit s'étendent, entraînant une augmentation du nombre de victimes civiles et une situation humanitaire de plus en plus désastreuse. Cette situation est à briser le cœur et constitue une source de préoccupation. Chaque jour où la guerre se poursuit est un jour de plus où elle entraîne des dommages, des destructions, des troubles et de l'instabilité. La Chine appelle à nouveau toutes les parties à respecter les trois principes suivants : la non-extension du champ de bataille, la non-escalade des combats et l'absence de provocation de la part de l'une ou l'autre partie. Nous appelons les parties au conflit à mettre fin aux hostilités, à entamer des négociations et à rétablir la paix dans les plus brefs délais, et nous appelons la communauté internationale à œuvrer activement à la création de conditions favorables et à offrir son aide à cette fin.

La position de la Chine sur la question ukrainienne est cohérente et claire. En bref, il s'agit de promouvoir la paix, de faciliter les pourparlers et de trouver une solution politique. Depuis le début du conflit, nous avons toujours soutenu qu'il fallait respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, se conformer aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, prendre au sérieux les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité et appuyer tous les efforts visant à un règlement pacifique de cette crise. La Chine a lancé un appel pressant en faveur d'une cessation rapide des hostilités et d'une solution diplomatique aux différends.

Au cours des trois dernières années, la Chine a œuvré sans relâche pour rétablir la paix et faciliter les pourparlers. Nous poursuivons le dialogue avec la Russie et l'Ukraine, et nous avons eu des échanges de vues réguliers avec les pays européens et avec les États-Unis. La Chine a dépêché son envoyé spécial dans les pays concernés à quatre reprises pour offrir ses bons offices. Avec le Brésil et d'autres pays du Sud, nous avons créé un Groupe des amis de la paix sur la crise ukrainienne à l'ONU. Le Groupe s'est réuni deux fois jusqu'à présent et a déployé des efforts concrets pour plaider en faveur de la paix et dégager un consensus. Ces efforts ont été largement reconnus et salués par la communauté internationale.

Depuis un certain temps, et aujourd'hui encore, la représentante des États-Unis colporte un discours mensonger pour discréditer et diffamer la Chine lors des séances du Conseil de sécurité sur la question ukrainienne. Cela est absolument inacceptable. Ce discours comporte principalement trois points : premièrement, la Chine fournit des équipements militaires à la Russie ; deuxièmement, la Chine fournit une couverture politique à la Russie ; et troisièmement, si la Chine n'avait pas soutenu la Russie, la guerre aurait pris fin depuis longtemps. Ces trois points sont des mensonges purs et simples.

Lors des séances précédentes, j'ai répondu à de nombreuses reprises aux mensonges des États-Unis. Aujourd'hui, je vais aller un peu plus loin.

Premièrement, si la Chine avait réellement fourni des équipements militaires à la Russie, la situation sur le champ de bataille ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Deuxièmement, si la Chine avait fourni une couverture politique à la Russie, elle n'aurait pas souligné à plusieurs reprises en public l'importance du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays, et de l'adhésion aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Troisièmement, si la Chine ne souhaitait pas vraiment que la guerre prenne fin rapidement, elle n'aurait pas dépêché son envoyé spécial dans le cadre de multiples missions de navette diplomatique, et elle n'aurait pas non plus collaboré avec les pays du Sud pour créer le Groupe des amis de la paix sur la crise ukrainienne. Le fait est que, depuis le début, les États-Unis utilisent la guerre en Ukraine pour promouvoir leur stratégie géopolitique et servir leurs propres intérêts.

En résumé, premièrement, les États-Unis ne souhaitent rien de plus que l'affaiblissement et la défaite de la Russie par la guerre, afin de pouvoir dominer la sécurité européenne et étendre leur influence en Europe.

Deuxièmement, par cette guerre, les États-Unis ne veulent rien d'autre qu'attiser la confrontation entre blocs, semer la division et contenir et isoler la Chine, un rival stratégique à leurs yeux.

Troisièmement, les États-Unis veulent se servir de la guerre pour projeter une image positive et contrer les critiques de la communauté internationale contre leurs politiques au Moyen-Orient. Malheureusement, les États-Unis ont échoué dans ces trois tentatives. Au lieu de réfléchir à leur comportement et d'accepter leur lourde responsabilité dans le déclenchement et la poursuite de la guerre, les États-Unis préfèrent attaquer et discréditer la Chine en désespoir de cause. Il ne s'agit que d'une tentative de se défouler, de détourner l'attention et de rejeter la faute sur autrui. Une telle approche ne fera que montrer davantage au monde leurs manœuvres politiques et leur démarche qui repose sur le deux poids, deux mesures.

Enfin, je voudrais souligner que depuis un certain temps, la Russie et l'Ukraine envoient des signaux politiques, exprimant leur volonté de négocier. Les discussions de la communauté internationale sur la crise ukrainienne sont de plus en plus axées sur la paix et les négociations. L'évolution de la question ukrainienne entre dans une période critique. Nous espérons que la communauté internationale, y compris les États-Unis, renforcera sa solidarité et sa coopération et déploiera des efforts concrets pour encourager les parties à faire preuve de volonté politique, à entamer des pourparlers de paix afin de mettre un terme à la guerre dans les plus brefs délais et à rétablir la paix et la stabilité sur le continent européen.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Algérie.

Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Nous nous réunissons une fois de plus aujourd'hui pour nous pencher sur la situation en Ukraine qui continue de se détériorer, et au sujet de laquelle il n'y a malheureusement aucun signe de progrès concret à ce jour. Malgré les nombreux appels de la communauté internationale et des membres du Conseil à la désescalade, à la retenue et au dialogue, la situation sur le terrain reste très préoccupante. Le conflit gagne en intensité et s'élargit, et les relations entre les parties restent très tendues.

Plus important encore, cette guerre entraîne la perte de vies innocentes, d'immenses souffrances, des déplacements de population et la destruction d'infrastructures civiles critiques. En outre, le conflit reste marqué par l'escalade et les hostilités, guidé par la logique de polarisation. Pour l'instant, il n'y a pratiquement aucune chance de paix. Pendant ce temps, la guerre continue de toucher les

populations de la région et au-delà, et ses retombées économiques sont ressenties dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement.

Dans ce contexte, je voudrais souligner trois points essentiels.

Premièrement, il est urgent de garantir la protection des civils en tant que priorité absolue et de mettre fin aux effusions de sang. À cet égard, l'Algérie appelle de nouveau les parties à respecter pleinement les obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire. Il est interdit de prendre pour cible les civils et les biens de caractère civil et il faut les protéger en toutes circonstances.

Deuxièmement, il est également essentiel d'inverser la tendance et de désamorcer les tensions. Les effets néfastes de l'escalade sur les populations civiles et ses conséquences en termes d'érosion des perspectives de paix sont évidents. Dans cet esprit, l'Algérie encourage une fois de plus les parties à cesser les hostilités sans condition, à faire preuve de calme et de retenue et à apaiser les tensions.

Troisièmement, nous appelons de nouveau les parties à prendre part à un dialogue et des négociations sincères pour mettre un terme définitif à cette guerre. Les parties, les acteurs concernés et la communauté internationale doivent véritablement donner une chance à un dialogue inclusif et constructif. Les nombreux accords fructueux, dont le plus récent a été conclu hier, par lesquels les parties ont convenu d'échanger des prisonniers de guerre sont un excellent exemple des vertus du dialogue et des négociations, sans conditions préalables.

Enfin, nous encourageons les parties à orienter leurs efforts vers un règlement juste et durable fondé sur les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, une solution prenant dûment en compte les préoccupations de toutes les parties en matière de sécurité.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

La représentante des États-Unis a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M^{me} Wu (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je m'excuse d'abuser du temps du Conseil, mais je dois répondre aux commentaires faits par le représentant de la Chine.

Il a cité de nombreux propos tenus par la Chine, mais nous devons également examiner les faits et les mesures prises. Les États-Unis ne calomnient pas la Chine. Il est avéré que les importations chinoises à double usage étayent la base militaro-industrielle de la Russie. Alors que la Russie détruit les infrastructures de l'Ukraine et la vie d'Ukrainiens, la Chine a une responsabilité. Je demande à mon collègue chinois : où est la condamnation de la Russie par la Chine et où sont les appels de la Chine à la Russie pour qu'elle mette fin à cette guerre ? Si les déclarations factuelles que nous faisons ne plaisent pas au représentant de la Chine, les États-Unis cesseront d'accuser la Chine de favoriser la guerre de la Russie une fois que nous aurons constaté que la Chine prend les mesures nécessaires.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la Chine a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je serai très bref. Je voudrais rappeler à la représentante des États-Unis que si elle avait écouté attentivement les déclarations des autres membres, elle aurait sans nul doute remarqué que les déclarations faites par les 14 autres membres du Conseil sont bien différentes et mettent l'accent sur des questions différentes, et qu'elles ne correspondent pas tous à celle des États-Unis. Toutefois, cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas correctes. Chaque pays a le droit de décider comment il veut s'exprimer. Les États-Unis ne sont

pas en position de juger les déclarations des autres pays, pas plus qu'ils n'ont l'autorité de leur dicter ce qu'ils doivent ou ne doivent pas dire. La position de la Chine sur l'Ukraine est objective et juste et a résisté à l'épreuve de l'histoire. Nous espérons que les États-Unis réfléchiront à leurs paroles et à leurs actes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M^{me} DiCarlo, de son exposé. Je prends également note de la présence du *caporegime* de Poutine, qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique.

La meilleure façon de réagir aux accès de colère de la Russie, comme celui dont nous avons été témoins aujourd'hui, c'est de refuser de crier comme elle le fait. Nous devons rester calmes et poursuivre le dialogue sereinement, en expliquant à la Russie qu'elle ne peut pas avoir et qu'elle n'aura pas ce qu'elle veut. On pourrait appeler cela un cours de base d'éducation des enfants.

Il y a quelques jours, nous avons tenu une réunion très importante organisée selon la formule Arria pour examiner les crimes commis par la Russie contre des prisonniers de guerre et des détenus civils ukrainiens. Je voudrais exprimer de nouveau ma sincère gratitude à toutes les personnes qui ont contribué au débat sur cette question essentielle au sein du Conseil de sécurité. Hier, un nouvel échange de prisonniers, le premier de l'année 2025, a eu lieu, et 25 Ukrainiens supplémentaires sont rentrés chez eux. Grâce aux efforts de l'Ukraine, un mécanisme spécial a effectivement été mis en place pour le rapatriement des prisonniers de guerre gravement malades ou grièvement blessés. Les Ukrainiens qui ont été libérés mercredi ont été confrontés à de graves difficultés en captivité, car ils n'ont pas reçu de soins médicaux adéquats et ont été soumis à des traitements inhumains. Ils ont notamment subi une perte de la vue, des amputations de membres, de graves blessures par balle et les effets des traumatismes dus aux explosions. Ils sont atteints, entre autres, de maladies telles que la tuberculose, le cancer et la gangrène, preuves flagrantes des conditions épouvantables dans lesquelles nos citoyens ont été détenus. La détention par les Russes tue, et nous demandons instamment aux membres du Conseil d'accroître leur pression sur la Russie par l'intermédiaire de mécanismes multilatéraux et d'efforts bilatéraux afin que tous les détenus puissent quitter les prisons russes sains et saufs et rentrer chez eux.

À l'approche du troisième anniversaire de l'invasion totale, il est évident que pour l'Ukraine, il s'agit toujours d'une guerre de survie. Récemment, cette dure réalité a été une nouvelle fois confirmée par l'un des plus proches complices de Poutine, Nikolai Patrushev, qui a exprimé dans une entrevue son espoir que « l'Ukraine cessera d'exister en 2025 ». Je voudrais rappeler que cette ambition destructrice guide la politique russe depuis des décennies. Elle a commencé par des opérations hybrides et des pressions économiques, a dégénéré en une agression en Crimée et dans le Donbas et a débouché sur le lancement d'une guerre à grande échelle en 2022. Des déclarations telles que celle de M. Patrushev, qui dévoilent les véritables intentions des dirigeants russes, méritent toute notre attention, en particulier de la part de ceux qui ne contribuent pas aux efforts visant à tenir l'agresseur pour responsable, le plus souvent en échange d'avantages économiques à court terme.

Ces efforts sont d'autant plus urgents que les complices de la Russie ont déjà dépassé le stade de la simple fourniture d'armes et de munitions au Kremlin. Nous nous souvenons tous de la véhémence avec laquelle la Russie a nié dans cette salle toute participation de soldats de la République populaire démocratique de Corée à sa guerre contre l'Ukraine. Ainsi, le Représentant permanent adjoint de la Russie a qualifié ces informations d'« alarmistes » et a curieusement fait allusion à des

« Martiens et petits extraterrestres verts » (voir S/PV.9796), peut-être inspiré par des visions qu'il a été le seul à avoir. Trois semaines plus tard, son patron brossait un tableau idyllique du partenariat entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée qui « n'est pas dirigé contre des pays tiers » (voir S/PV.9820).

La semaine dernière, les forces de défense ukrainiennes ont capturé des soldats nord-coréens dans la région de Koursk. Bien que blessés, deux d'entre eux ont survécu et ont été transportés à Kyïv. La tâche a été difficile, car le personnel militaire russe et nord-coréen exécute généralement tout soldat blessé de la République populaire démocratique de Corée afin d'éliminer les preuves de l'implication de la Corée du Nord dans la guerre contre l'Ukraine. L'enquête a révélé que les deux soldats étaient des membres des forces armées régulières nord-coréennes, et non des mercenaires, qui participaient activement aux combats. Immédiatement après leur capture, les prisonniers de guerre nord-coréens ont reçu toute l'assistance médicale nécessaire. Aujourd'hui, ils sont détenus dans des conditions adéquates, conformément aux Conventions de Genève. Au moment de sa capture, un détenu a été trouvé en possession d'un document d'identification militaire de type russe, délivré au nom d'un autre individu enregistré dans la république de Touva, en Russie. L'autre détenu n'était en possession d'aucun document d'identification. Au cours de l'interrogatoire, le soldat nord-coréen porteur du document d'identification militaire a déclaré que le document lui avait été délivré en Russie à l'automne 2024. Il a révélé qu'à l'époque, certaines unités de combat nord-coréennes avaient suivi une formation à la coordination avec des groupes russes pendant une semaine. Il est à noter que ce prisonnier, à l'instar de nombreux soldats russes au début de l'invasion à grande échelle, a affirmé qu'il avait été envoyé dans la région pour suivre un entraînement, et non pour se battre contre l'Ukraine. Le second prisonnier a corroboré ce témoignage.

Pour assouvir sa haine irrationnelle des Ukrainiens, qui rappelle celle des nazis, la Russie a surtout recours à des attaques de missiles terroristes visant des infrastructures civiles. La dernière en date a été commise hier. Au cœur de l'hiver, la cible des Russes reste la même, à savoir notre infrastructure énergétique. Hier, la Russie a tenté de frapper des installations gazières et des systèmes énergétiques essentiels au maintien de la vie quotidienne des Ukrainiens. À cette fin, elle a lancé 43 missiles balistiques et de croisière et 74 drones de combat. Au moins 30 missiles et 47 drones ont été interceptés, et l'Ukraine a réussi à maintenir son système énergétique opérationnel. Dans le même temps, les missiles qui ont atteint leur cible ont causé des dommages et des destructions qui ont perturbé l'approvisionnement en électricité et en chauffage dans diverses régions. Cela témoigne une fois de plus de la nécessité urgente de renforcer les capacités de défense aérienne de l'Ukraine. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, la Russie a dépensé plus de 18 milliards de dollars en frappes de missiles et de drones contre l'Ukraine, et elle poursuivra son escalade tant qu'elle disposera des ressources financières nécessaires pour alimenter la guerre. Les recettes pétrolières et gazières constituent la principale source à cet égard.

Par conséquent, il est indispensable de tarir ces sources de recettes en renforçant les sanctions primaires et secondaires contre l'économie russe. En particulier, il faut accroître la pression des sanctions actuelle sur les capacités d'exportation de pétrole de la Russie. Ce que l'on appelle la flotte fantôme de la Russie compte plus de 600 navires, qui transportent environ 90 % du pétrole russe. Le vieillissement de la flotte de pétroliers représente un grave danger pour l'environnement et la santé humaine, comme l'a montré le récent incident impliquant deux pétroliers russes dans le détroit de Kertch. Les conséquences des déversements de fuel-oil touchent non seulement la faune et la flore marines de la mer Noire, mais aussi les communautés locales des zones côtières. En effet, des informations font état de victimes liées aux émanations toxiques. Nous ne pouvons pas permettre que de telles catastrophes se reproduisent ailleurs.

Nous nous félicitons de l'introduction de nouvelles sanctions par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne contre le secteur pétrolier russe, des sanctions contre la flotte fantôme de pétroliers et contre des sociétés telles que Surgutneftegas, qui sert de porte-monnaie personnel à Poutine. Nous remercions également les États-Unis d'avoir imposé des sanctions contre les dirigeants de la Société nationale d'énergie atomique « Rosatom » de la Russie. Ces désignations sont indispensables pour faire pression sur l'industrie nucléaire russe, étant donné qu'elle occupe notre centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Et puisque je fais allusion à ces décisions des États-Unis, je tiens à dire une nouvelle fois notre profonde reconnaissance à la délégation des États-Unis pour la coopération et l'appui qu'elle nous apporte, sous la direction avisée de l'Ambassadrice Thomas-Greenfield, depuis le début de l'invasion à grande échelle. Je voudrais également souligner la signature, aujourd'hui, d'un accord de partenariat sur 100 ans entre l'Ukraine et le Royaume-Uni. Cet accord est un exemple clef de relations pragmatiques et tournées vers l'avenir entre deux nations amies qui partagent la même détermination à faire face aux menaces et aux défis découlant de la guerre menée par la Russie.

D'autres mesures de sanction pourraient être prises, notamment l'abaissement du plafond imposé sur le prix du pétrole russe à 40 dollars par baril, l'imposition de sanctions aux capitaines des navires et aux compagnies d'équipage de la flotte fantôme, le renforcement des contrôles du respect des règles en ce qui concerne l'assurance des pétroliers, et la restriction de circulation des pétroliers figurant sur la liste noire des mémorandums internationaux de contrôle portuaire.

Le budget de la guerre de la Russie pour 2025 est supérieur de 25 % à celui de l'année dernière. Si nous voulons mettre fin à la guerre, nous devons priver Poutine de liquidités. Poutine ne commencera à envisager la paix que lorsque son entourage lui dira qu'il n'a plus d'argent.

L'Ukraine veut la paix plus que quiconque, mais nous n'accepterons pas le concept de « paix à tout prix », car il n'apportera pas une paix réelle et durable. Cela ne fera qu'encourager l'agresseur à continuer de violer le droit international, et pas seulement en Ukraine. Les ambitions géopolitiques de la Russie vont bien au-delà de l'Ukraine. Pour ceux qui auraient oublié les ultimatums lancés par la Russie avant l'invasion, je rappelle sa principale exigence : « L'OTAN doit revenir à ses frontières de 1997 ». Les pays qui ont rejoint l'Alliance après cette date feraient bien de garder cela à l'esprit.

Si nous voulons vivre dans un monde sûr et sécurisé, nous ne devons ménager aucun effort pour contrer les politiques impérialistes agressives de la Russie. L'application du concept de paix par la force est le seul moyen efficace de faire barrage à l'agresseur et de garantir une paix globale, juste et durable, conforme aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

La voie diplomatique vers cette paix passe par la mise en œuvre de la formule de paix. Nous sommes également prêts à examiner les idées d'autres nations pour parvenir à la paix, des idées qui tiennent compte de la nécessité de rétablir l'intégrité territoriale de l'Ukraine, qui ne mettent pas la victime sur le même pied que l'agresseur et qui sont fondées sur le principe « rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine ». Elles peuvent être examinées dans les formats proposés par la formule de paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Szczerski (Pologne) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de ses observations perspicaces, bien que troublantes.

La Pologne se joint une fois de plus à la communauté internationale pour condamner l'agression que la Russie continue de mener contre l'Ukraine. Les actions de la

Russie sont non seulement injustifiables, mais elles constituent également une violation flagrante des principes fondamentaux de souveraineté et d'intégrité territoriale inscrits dans le droit international et la Charte des Nations Unies.

L'ONU et d'autres organismes internationaux ont conclu à plusieurs reprises que les actions menées par la Russie en Ukraine remplissaient les critères fixés dans la définition juridique des crimes de guerre. Malgré ces conclusions, la Russie poursuit ses activités criminelles. Le Conseil de sécurité est paralysé, et n'arrive pas à répondre aux attentes de la communauté internationale. C'est précisément la raison pour laquelle un grand nombre d'États se sont réunis à l'Assemblée générale pour adopter une résolution qui indique sans équivoque que les actions de la Russie constituent une guerre d'agression, et c'est pourquoi ces États, dont la Pologne fait partie, ont pris des mesures concrètes pour apporter un appui militaire, économique et politique à l'Ukraine.

Nous appelons tous les États à prendre des mesures décisives en solidarité avec l'Ukraine. Il est particulièrement crucial d'apporter un soutien énergétique cet hiver afin de soutenir la résilience de l'Ukraine contre l'agression et d'assurer sa stabilité à long terme.

Appelons les choses par leur nom : la Russie prend pour cible ses voisins en recourant à un sinistre arsenal de mesures agressives. Cela va des actes de sabotage et d'espionnage à la violence pure et simple, y compris des assassinats. Elle manipule l'information, répand des mensonges et lance des cyberattaques. Elle viole notre espace aérien, exploite les migrants vulnérables et tente d'asphyxier nos économies. La situation en mer Baltique, où des actions agressives sont menées contre des navires civils, est particulièrement préoccupante. Nous portons cette question à l'attention du Conseil en raison du risque d'escalade qu'elle présente. Il s'agit d'un effort concerté de la part de la Russie visant à saper notre sécurité et atteindre ses objectifs géopolitiques malveillants.

Nous exhortons tous les pays à s'abstenir de fournir une quelconque assistance à la guerre d'agression contre l'Ukraine. Nous condamnons fermement les discours irresponsables de Moscou sur le nucléaire et son recours à la menace nucléaire, y compris le déploiement annoncé d'armes nucléaires au Bélarus. Ces actions témoignent d'une stratégie d'intimidation et font peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales.

Pour terminer, nous demandons à la Russie de cesser immédiatement sa guerre d'agression contre l'Ukraine et de retirer sans condition toutes ses forces du territoire ukrainien. Nous saluons et soutenons sans réserve l'engagement inébranlable de l'Ukraine en faveur d'une paix globale, juste et durable, tel qu'énoncé dans la formule de paix du Président Zelenskyy. Soyons clairs : tout futur accord de paix acceptable doit inclure de solides garanties pour l'Ukraine et la région afin d'éviter que cette agression brutale ne se reproduise. Nous rejetons catégoriquement les illusions de la Russie, qui l'amènent à croire qu'elle est au-dessus du droit international et qu'elle peut créer une sphère d'États qui lui sont inféodés, un concept qui non seulement sape les fondements mêmes de la Charte, mais qui constitue également une grave menace pour la paix et la sécurité régionales et mondiales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie.

M. Feruță (Roumanie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir permis à ma délégation de participer à la présente séance. Je voudrais également saisir cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, pour la manière dont vous dirigez les travaux du Conseil. Je tiens par ailleurs à féliciter les nouveaux membres du Conseil de sécurité. Il est clair que tous les Membres

de l'ONU continuent d'attendre beaucoup du Conseil de sécurité, et je ne doute pas que cet organe accomplira un travail important.

Hier, à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté ses priorités pour 2025, et il nous a rappelé à tous qu'une grande souffrance afflige le monde, et qu'en Ukraine, la guerre est sur le point d'entrer dans sa quatrième année. Cela dépend de la façon dont nous envisageons les choses. En effet, nous approchons du troisième anniversaire de l'invasion, de l'agression, mais cette guerre est également sur le point d'entamer sa quatrième année. Il est déchirant de constater que le début de l'année 2025 est une répétition de la période 2022-2024 : la Russie continue de mener des attaques à grande échelle contre les civils et contre les infrastructures civiles et énergétiques critiques de l'Ukraine, comme vient de le dire l'Ambassadeur de l'Ukraine. Et l'hiver complique encore plus les choses pour les civils, mais aussi pour les travailleurs humanitaires sur le terrain, qui sont déterminés à apporter une assistance.

La guerre en Ukraine ne concerne pas uniquement l'Europe. La guerre en Ukraine est un problème mondial. Plusieurs séances du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale ont confirmé que cette guerre a des répercussions de grande ampleur sur la sécurité alimentaire, la sécurité maritime, la sécurité énergétique et la flambée des prix. Malheureusement, comme cela a été confirmé tout récemment, dans le cadre de son agression, la Russie a obtenu l'appui d'autres pays, qui ont envoyé des soldats et des armes, et, plus généralement, sous forme d'une approche consistant à fermer les yeux.

Il est plus que jamais nécessaire de défendre les principes d'intégrité territoriale, d'indépendance et de souveraineté. Nous vivons une époque qui n'a rien de normal. Le Conseil de sécurité doit montrer la voie, d'autant plus que nous commémorons cette année les 80 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la codification de ces principes dans la Charte des Nations Unies. Nous avons encore plus l'obligation de défendre fermement les principes fondamentaux du droit international.

Une paix globale, juste et durable en Ukraine passe d'abord par des mesures permettant de mettre fin à l'agression et par le retrait immédiat des forces russes de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Enfin et surtout, elle nécessite l'application du principe de responsabilité.

Pour terminer, alors que la guerre entre bientôt dans sa quatrième année, nous restons déterminés à soutenir la lutte de l'Ukraine pour défendre les valeurs fondamentales de ce monde. La défense de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté d'un pays n'est pas facultative, et c'est ce message qui résonne depuis 80 ans.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Lambrinidis.

M. Lambrinidis (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie, pays candidats, ainsi que le Liechtenstein, l'Andorre, Monaco et Saint-Marin s'associent à la présente déclaration.

À l'instar de mes collègues, je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Comme il s'agit de la première séance du Conseil de sécurité consacrée à l'Ukraine cette année, je tiens à exprimer la reconnaissance de l'Union européenne pour l'attention que le Conseil continue de porter à l'agression de la Russie contre l'Ukraine et à ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales. Il y a près de trois ans que la Russie a décidé de lancer une invasion à grande échelle de l'Ukraine et plus de 10 ans qu'elle a entamé son agression contre ce pays, violant

ainsi l'une des règles fondamentales, si ce n'est la règle fondamentale, du droit international. Trois années de violences et de destructions instituées et perpétuées par un membre permanent du Conseil ont des conséquences existentielles non seulement pour la sécurité de l'Ukraine et de l'Europe, mais aussi pour l'ensemble des Membres de l'ONU, pour l'Organisation elle-même. Rien, absolument rien, ne saurait justifier une violation aussi flagrante de la Charte des Nations Unies. En réponse, la communauté internationale s'est rassemblée, y compris ici, à l'ONU, pour condamner l'agression et défendre la Charte. Cette année encore, nous devons rester fermes et unis pour défendre les principes fondateurs de l'Organisation.

L'année 2025 a débuté comme l'année 2024 s'est achevée, avec des attaques systématiques et à grande échelle de la Russie contre les infrastructures civiles et énergétiques de l'Ukraine, et ce, en plein hiver, dans le cadre d'un plan russe d'utiliser l'énergie comme arme. Prendre délibérément pour cible des civils et des infrastructures civiles est un crime de guerre. Nous appelons une fois de plus la Russie à cesser immédiatement et sans condition ces attaques révoltantes.

Cette semaine, le Conseil a été directement informé du traitement réservé par la Russie aux prisonniers de guerre et aux détenus civils ukrainiens. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a conclu que les autorités russes avaient commis des crimes contre l'humanité dans le cadre d'une politique coordonnée de l'État fondée sur le recours systématique et généralisé à la torture dans l'ensemble de leurs lieux de détention. Ce n'est pas l'Ukraine qui a tiré cette conclusion. Ni moi, ni le Conseil. C'est la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine qui a fait ce constat. Nous sommes très préoccupés par la multiplication des signalements faisant état d'exécutions sommaires de militaires ukrainiens capturés par les forces russes. Nous demandons à la Russie de respecter le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire et d'accorder au Comité international de la Croix-Rouge et aux mécanismes de surveillance des droits humains un accès sans entrave aux prisonniers de guerre. Nous réaffirmons que la Russie et ses dirigeants doivent être tenus pleinement responsables de la conduite de cette guerre d'agression et d'autres crimes commis au regard du droit international. Nous rappelons également l'ordonnance juridiquement contraignante rendue par la Cour internationale de Justice en mars 2022, enjoignant à la Russie de suspendre immédiatement ses opérations militaires en Ukraine.

Nous appelons les pays tiers à cesser immédiatement toute assistance à la guerre d'agression de la Russie. Cela inclut l'appui militaire direct et la fourniture de biens à double usage et d'articles sensibles qui étayent la base militaro-industrielle de la Russie. En outre, l'Union européenne condamne fermement le renforcement de la coopération militaire de la Russie avec la République populaire démocratique de Corée et l'Iran. Le déploiement de soldats de la République populaire démocratique de Corée dans le cadre de la guerre d'agression illégale de la Russie constitue une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité. L'Union européenne exhorte tous les États à respecter les obligations qui leur incombent en vertu des accords internationaux en matière de désarmement, de non-prolifération et de contrôle des exportations.

À l'aube de cette nouvelle année, et face aux attaques incessantes de la Russie, l'appel en faveur d'une paix globale, juste et durable, ancrée dans la Charte des Nations Unies, reste plus essentiel que jamais. L'Union européenne appuie tous les efforts constructifs qui sont déployés pour mettre un terme à la guerre menée par la Russie. Comme l'a clairement indiqué l'Assemblée générale, la voie de la paix passe par le retrait immédiat, complet et sans condition par l'agresseur de toutes ses forces. Je tiens également à souligner qu'aucune initiative concernant l'Ukraine ne peut être prise sans l'Ukraine.

En 2025 comme en 2024, le courage et la résilience du peuple ukrainien continuent d'inspirer notre action. Nous continuerons de soutenir l'Ukraine et son peuple face à l'agression russe, et nous le ferons aussi longtemps qu'il le faudra.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Estonie.

M. Tammsaar (Estonie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des trois États baltes, à savoir la Lettonie, la Lituanie et mon pays, l'Estonie. Nous nous associons à la déclaration qui vient d'être faite au nom de l'Union européenne.

Je saisis cette occasion pour souhaiter la bienvenue à tous les nouveaux membres du Conseil de sécurité. Et je suis extrêmement reconnaissant à la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo pour son exposé très utile. Nous saluons également le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour les efforts admirables qu'il déploie en Ukraine afin de mobiliser et de coordonner l'aide en faveur des personnes dont la vie a été bouleversée par l'agression russe. Nous exhortons les Membres de l'ONU à accroître leurs contributions vitales au Fonds humanitaire pour l'Ukraine.

Selon la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine, au moins 2 064 civils ont été tués et 9 089 autres blessés en 2024, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2023. Dès le premier jour de l'an, la Russie a tué des civils à Kyïv, Kherson, Zaporizhzhia et Chernihiv et a continué de bombarder l'infrastructure énergétique de l'Ukraine. Les frappes russes menées sur la ville de Zaporizhzhia le 8 janvier ont causé le plus grand nombre de victimes civiles depuis près de deux ans. Les exécutions de prisonniers de guerre par la Russie ont également connu une augmentation alarmante au cours des derniers mois. Les actes délibérés de torture, l'assassinat de civils et le meurtre de prisonniers de guerre constituent des crimes de guerre graves. La poursuite des enlèvements et des déportations d'enfants ukrainiens, actes qui ont conduit la Cour pénale internationale à délivrer un mandat d'arrêt contre Poutine et Lvova-Belova, constitue une autre violation répréhensible du droit international par la Russie.

Outre les atrocités qu'elle commet quotidiennement contre les civils ukrainiens, la Russie a abattu, le 25 décembre, un avion de ligne qui traversait son espace aérien, tuant 38 personnes et en blessant grièvement de nombreuses autres. Il s'agit d'un acte horrible, qui met en évidence le mépris du régime pour la vie humaine et le droit international. Malheureusement, cet événement tragique n'est pas un cas isolé. Rappelons qu'il y a cinq ans, l'Iran a tué 176 personnes à bord du vol 752 de la compagnie Ukrainian International Airlines en l'abattant alors qu'il se trouvait dans l'espace aérien iranien. En 2014, les forces soutenues par la Russie dans l'est de l'Ukraine ont abattu l'appareil assurant le vol MH-17 de Malaysia Airlines. Les antécédents de la Russie et ses complices sont bien connus s'agissant de mettre en danger l'aviation civile, notamment en abattant des aéronefs civils, et ils essaient ensuite de dissimuler ces crimes en ayant recours à l'outrance à la désinformation, à la propagande et à des mensonges purs et simples.

Je tiens à le répéter haut et fort dans cette salle : la guerre d'agression menée par la Russie n'est pas compatible avec son statut de membre permanent du Conseil de sécurité, car c'est la Russie elle-même qui est devenue la plus grande menace pour la paix et la sécurité mondiales.

La Russie n'agit pas seule. L'implication de l'Iran, de la République populaire démocratique de Corée et du Bélarus dans l'agression russe contre l'Ukraine doit cesser immédiatement. Les transferts d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie, de même que la mobilisation de soldats de la République populaire démocratique de Corée dans les combats, aux côtés de la Russie, signent une escalade majeure et lourde de conséquences à l'échelle mondiale. Incidemment, ils montrent aussi la situation désespérée de la Russie sur le champ de bataille.

Nous exhortons à nouveau la Chine, membre permanent du Conseil de sécurité qui assume la responsabilité particulière de défendre les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, à user de son influence pour mettre fin à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Face aux appels à la paix qui résonnent en permanence autour de cette table, les autorités russes, mues par leur délire impérialiste, ont exclu de mettre fin à la guerre en Ukraine tant que les objectifs de leur agression n'auront pas été atteints. Poutine veut intégralement effacer l'entité politique et culturelle qu'incarne l'Ukraine souveraine, rien de moins. Nous nous tenons donc aux côtés du peuple ukrainien et réaffirmons notre appui indéfectible au droit de légitime défense de l'Ukraine et à sa souveraineté et son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Nous appelons les États Membres de l'ONU à soutenir la formule de paix de l'Ukraine, seul cadre viable pour garantir une paix globale, juste et durable en Ukraine, sur la base des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

La séance est levée à 17 h 50.